

**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

OBJET :

**Acquisition numérique (ortho-photographie + RTI), développement et intégration
d'une solution d'imagerie d'expertise pour l'étude spatialisée des graffiti antiques
du couloir des théâtres à Pompéi en Italie**

ACHETEUR

Sorbonne Université

Siège social :

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

**Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués
prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université, PLACE.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1- ALLOTISSEMENT	5
1.2- VARIANTES A L'INITIATIVE DU SOUSMISSIONNAIRE	5
1.3- PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	6
3.1 – TECHNIQUE D'ACHAT / FORME DU MARCHÉ.....	6
3.2 – DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR.....	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 – LIVRAISON	6
5.2 – TRANSPORT ET EMBALLAGE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.3 – INSTALLATION DES EQUIPEMENTS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.4 – OPERATIONS DE VERIFICATION.....	7
5.5 – CONDITIONS D'ADMISSION APRES VERIFICATION.....	8
5.6 – FORMATION DES PERSONNELS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.7 – ACCESSOIRES, CONSOMMABLES ET DOCUMENTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	8
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE GARANTIE ; PIECES DETACHEES	8
7.1 – CONDITIONS DE GARANTIE	8
7.2 – OBLIGATION RELATIVE AUX PIECES DETACHEES ET CONSOMMABLES CAPTIFS..	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 8 – SERVICE APRES-VENTE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE.....	10
ARTICLE 10– PRIX.....	10
10.1 – CONTENU DES PRIX :.....	10
10.2 – VARIATION DES PRIX	10
10.3 – TVA.....	10
ARTICLE 11 –AVANCE ET ACOMPTES	10
11.1 – AVANCE.....	10
11.2 – ACOMPTES.....	10
ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT.....	11
12.1 – PRESENTATION DES FACTURES ELECTRONIQUES	11
12.2 – DELAIS DE PAIEMENT	11
8-3- INTERETS MORATOIRES	12
ARTICLE 13 – PENALITES	12
ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	13
ARTICLE 16 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT	13
ARTICLE 17 – RESILIATION	13
ARTICLE 18 – DIFFERENDS - LITIGES.....	14

ARTICLE 19 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 20 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE	14
ARTICLE 21 – NORMES, LICENCES ET BREVETS	14
ARTICLE 22 – LOGO DE L’ACHETEUR	14
ARTICLE 23 – CESSION, NANTISSEMENT.....	15
ARTICLE 24 – PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR	15
ARTICLE 25 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	15
ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations désignées ci-dessous :

Acquisition numérique (ortho-photographie + RTI), développement et intégration d'une solution d'imagerie d'expertise pour l'étude spatialisée des graffiti antiques du couloir des théâtres à Pompéi en Italie

Le marché comporte au minimum les prestations suivantes :

- L'acquisition des données orthophotographiques + RTI des deux parois du couloir des théâtres ;
- Traitement et fusion des données ;
- Développement d'une plateforme de visualisation et d'annotation des données ;
- Hébergement et maintenance de la plateforme de visualisation et d'annotation pendant 5 ans ;
- La garantie

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCP.

Description des prestations :

Les prestations objet du présent marché seront divisées en 3 phases contenant chacune des résultats et des livrables spécifiques.

Phase 1 : Acquisition des données (ortho-photographie + RTI)

La phase 1 porte sur l'acquisition des données sur site, à Pompéi en Italie. Le titulaire devra réaliser d'abord une ortho-photographie exhaustive de la partie enduite des deux murs du couloir commun aux deux théâtres (2 x 27 m de long sur environ 1,50 m de haut à partir du sol ; distance entre les deux murs d'environ 3 m) ainsi qu'une prise de vue globale pour situer les deux murs l'un face à l'autre et permettre de restituer la scène en 3D. Il devra, ensuite, faire une couverture en RTI (*reflectance transformation imaging*) complète des deux murs afin de permettre la visualisation des *graffiti* antiques incisés dans l'enduit peint partiellement conservé. Cela supposera la réalisation d'un dôme de prise de vue RTI spécifique, adapté à la dimension de la scène, permettant le niveau de résolution requis (nécessaire à l'observation de détails millimétriques) et prenant en compte les irrégularités de terrain tout autant que les particularités du site (par ex. fragilité de l'enduit, absence de couverture de ce couloir, faible recul, impossibilité de se rapprocher à plus de 30 cm du mur nord du fait d'une goulotte située à son pied).

Les données ainsi acquises doivent être produites, rassemblées et livrées en suivant les principes FAIR, permettant leur réutilisation et leur interopérabilité futures.

La mission de terrain à Pompéi pour les opérateurs de cette numérisation doit être incluse dans la prestation proposée.

Pendant la phase 1 de la prestation, une équipe scientifique de l'acheteur sera présente sur le terrain au côté de l'équipe du titulaire pour

- Assurer le lien avec les autorités du site archéologique ;
- Assurer un accompagnement pour la mise en place du dispositif d'acquisition des données ;
- Vérifier la qualité et la conformité des données aux objectifs scientifiques du projet de recherche.

Phase 2 : Traitement et fusion des données acquises :

La phase 2 porte sur le traitement et la fusion des données. Le titulaire devra fusionner l'ortho-photographie et la couverture RTI réalisées dans la phase 1 pour créer une modélisation permettant d'appliquer numériquement une lumière rasante variable en tout point sur l'une ou l'autre des parois du couloir. Sur ce support seront ensuite intégrées des données visuelles antérieures, fournies par l'acheteur, issues des campagnes archéologiques précédentes (relevés graphiques numérisés et photographies) et/ou provenant d'archives diverses (archives photographiques, publications pertinentes *etc.*). Les données devront être spatialisées, ce qui supposera une ortho-rectification préalable de certaines images.

Cette phase de fusion des données permettra la superposition et la comparaison des différentes strates documentaires et donc l'étude visuelle de l'évolution des parois sur plusieurs années.

Le titulaire devra concevoir le traitement et la fusion de ces données de manière à respecter les principes FAIR et à garantir à terme la possibilité de les verser sur un serveur public.

Phase 3 : création et hébergement de la plateforme de visualisation et d'annotation des données

La phase 3 prévoit la création d'une plateforme de visualisation et d'annotation des données préalablement traitées et fusionnées.

Le titulaire devra développer une plateforme web accessible à distance, intégrant les données préalablement traitées et fusionnées (phases 1 et 2) et des données sémantiques associées à chaque *graffito* produites antérieurement par l'acheteur et organisées actuellement dans une base de données relationnelle conçue sous Access. Il s'agit de données hétérogènes (description des *graffiti* textuels et figurés, localisation, dimensions, commentaires, références bibliographiques associées, liens entre *graffiti* etc.).

La plateforme élaborée devra également inclure des outils d'annotation et tout particulièrement un outil de relevé vectoriel (tracés et formes) permettant à l'acheteur de retracer les *graffiti* sur le fond ortho-photographique et RTI. Elle devra comporter un système de calques permettant de choisir les données visuelles à afficher pour tel ou tel *graffito* ou portion de mur. Les données sémantiques associées à chaque *graffito* devront pouvoir être facilement affichées et associées aux tracés réalisés grâce à l'outil de relevé.

L'interopérabilité avec la base de données est essentielle. La plateforme doit permettre la modification des données de la base (par exemple retranscription ou description des *graffiti*).

La spécificité des données implique de pouvoir tracer différents *graffiti* dans une même zone, parfois avec une grande densité d'enchevêtrement (plusieurs inscriptions différentes se chevauchant), ce qui nécessite une flexibilité importante de l'outil de visualisation et d'annotation. La plateforme doit également permettre l'export des tracés (au format SVG) pour l'exploitation scientifique des données.

On attend enfin une solution rendant compte de manière visuelle (par exemple dans une scène 3D) de la configuration spatiale du lieu, et notamment de la situation en face-à-face des deux murs.

La plateforme de visualisation et d'annotation des données devra être développée de manière pérenne et respectant les principes FAIR.

Le titulaire devra assurer l'hébergement et la maintenance de cette plateforme VAD pendant 5 ans.

1.1- Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

1.2– Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

1.3– Prestations Supplémentaires Eventuelles

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication CCAG/TIC 2021, issu de l'**arrêté du 30 mars 2021** portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication NOR: ECOM2106875A. Le candidat déclare connaître ce document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier ;
- L'offre technique du titulaire

Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses du présent contrat et de ses annexes ou du CCAG/TIC. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 – TECHNIQUE D'ACHAT, FORME, DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHÉ

Le présent marché est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

3.1 – Technique d'achat / forme du marché

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123- 4, R2162-2, R2162-4, R2124-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la Commande Publique

Les prestations donnent lieu à un marché simple, rémunéré à prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

3.2 – Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification au titulaire. Il prend fin à l'expiration de la durée d'hébergement et de maintenance de la plateforme de visualisation et d'annotation des données spatialisées sur les serveurs du titulaire.

Le délai d'exécution des prestations (hors hébergement et maintenance de la plateforme) est celui proposé par le titulaire dans son offre. En tout état de cause, ce délai ne saurait dépasser **le 31 décembre 2025**.

ARTICLE 4 - REPRESENTATION DE L'ACHETEUR

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/TIC, dès la notification du marché l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 – Lieux d'exécution des prestations

La prestation de l'acquisition numérique des données sera exécutée à Pompéi en Italie.

Les prestations de traitement et fusion des données ainsi que la création de la plateforme de visualisation et d'annotation seront réalisées en France.

5.2 – Phases d'exécution du marché et livrables

Le délai d'exécution des prestations est celui proposé par le titulaire dans son offre. En tout état de cause, ce délai ne saurait dépasser le 31 décembre 2025.

Le planning prévisionnel pour l'exécution des prestations est réparti comme suit :

- La phase 1 acquisition des données : débutera à partir de la date d'obtention des autorisations nécessaires délivrées par les autorités italiennes responsables du site archéologique.
La campagne d'acquisition des données sur terrain durera une (1) semaine.
Les données acquises doivent être livrées dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de fin de la campagne d'acquisition des données.
- La phase 2 traitement et fusion des données : le traitement, la fusion des données et la livraison des résultats doivent intervenir dans un délai maximum de 3 mois après la date de livraison des données de la phase 1.
- La phase 3 : le développement de la plateforme de visualisation et d'annotation des données et sa mise en ordre de marche doivent être réalisés avant le 31 décembre 2025.

5.3 – Hébergement et maintenance de la plateforme

Le titulaire devra assurer un hébergement de la plateforme de visualisation et d'annotation des données spatialisées pour une durée de 5 ans à compter de la date d'admission de la prestation.

Le titulaire devra assurer aussi la maintenance de cette plateforme pour une durée de 4 ans à compter de la date de fin de la période de garantie.

Pendant la période de maintenance, le titulaire s'engage à assurer la correction des défauts et résolution des bugs de la plateforme fournie dans un délai maximum de **21 jours** ouvrés.

Tout dépassement du délai ci-dessus mentionné peut entraîner la mise en application des pénalités de retard définies à l'article 13 du présent document.

5.4 – Opérations de vérification

Cet article déroge aux articles 29, 30, 32 et 33 du CCAG-TIC.

5-4-1 Vérification des prestations de la phase 1 et 2

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations de la phase 1 et 2 du présent marché sont effectuées dans un délai maximum de 21 jours calendaires à compter de la date de la livraison des livrables.

5-4-2- Vérifications des prestations de la phase 3

a- Installation et mise en ordre de marche (MOM)

L'installation et la mise en ordre de marche (MOM) de la plateforme de visualisation et d'annotation des données sont réalisées par le titulaire.

La MOM correspond à la mise en production de la plateforme.

Ce dernier dispose du délai précisé dans le délai d'exécution visé à l'article 5.2 du présent CCP pour effectuer la mise en ordre de marche de la plateforme.

Le délai initialement prévu pour la mise en ordre de marche peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du C.C.A.G-TIC.

b- Vérification d'aptitude (VA)

Le délai maximal de Validation d'Aptitude (VA) est de **21 jours** calendaires à partir de la MOM.

La validation d'aptitude a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du présent marché.

Durant cette période de validation d'aptitude, l'acheteur signale au titulaire les anomalies correspondant à un défaut de fonctionnement au fur et à mesure de leur survenance. Les éventuelles anomalies sont signalées par voie électronique précisant la nature de l'incident, le niveau de gravité, le programme incriminé et toutes les informations susceptibles d'en faciliter la recherche.

Le titulaire dispose d'un délai **21 de jours ouvrés** pour procéder à la résolution des anomalies signalées par l'acheteur.

A l'issue de la période de la validation d'aptitude, l'acheteur prend une décision d'admission, de rejet ou d'ajournement de la VA dans un délai maximum de sept jours à l'issue de la VA. A défaut de décision notifiée au titulaire dans ce délai, la VA est réputée admise.

c- Vérification de service régulier (VSR)

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de constater que la plateforme de visualisation et d'annotation des données est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

Le VSR débute à compter de la validation de la VA par l'acheteur.

La régularité du service s'observe pendant une durée de **deux (2) mois** calendaire.

En tout état de cause, la VSR ne peut pas être prononcée tant que subsistent des anomalies bloquantes.

L'admission marque le transfert de propriété de la plateforme vers l'acheteur et le début de la période de la garantie de la prestation.

5.5 – Conditions d'admission après vérification

A l'issue des opérations de vérification, une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sera prise par l'acheteur dans les conditions fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

L'admission de la prestation de conception et de développement de la plateforme de visualisation entraîne le transfert de sa propriété au profit de l'acheteur.

ARTICLE 6 – PRISE EN COMPTE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

- Les mesures environnementales que l'entreprise se propose d'adopter pour la gestion des gaz à effet de serres : déplacements professionnels, utilisation de ressources énergétiques, infrastructures informatiques, data centers, consommation de biens matériels, consommation de papier et autres fournitures de bureau, ou encore production de déchets.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE GARANTIE

7.1 – Garantie de la plateforme de visualisation et d'annotation

Par application de l'article 36 du CCAG-TIC, la plateforme de visualisation et d'annotation des données est garantie pendant une durée de 12 mois à compter de la date de notification de la décision d'admission de la prestation.

Pendant la garantie, le titulaire s'engage à assurer la correction de défauts et résolution de bugs résiduels de la solution fournie dans un délai maximum de **21 jours** ouvrés

La garantie couvre également les frais de déplacements du personnel du titulaire, de conditionnement, d'emballage, de transport des équipements, nécessités par la maintenance corrective de la plateforme.

Pendant la garantie, la mise à jour des logiciels est gratuite.

Tout dépassement du délai ci-dessus mentionné peut entraîner la mise en application des pénalités de retard définies à l'article 13 du présent document.

Tout temps d'indisponibilité de la plateforme pour défauts ou bugs prolongera d'autant la période de la garantie.

Le titulaire précisera dans le mémoire technique le contenu de la garantie. Les exclusions éventuelles de garantie devront être mentionnées clairement.

ARTICLE 8 – Propriété intellectuelle

Dans le cadre du présent marché, les dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC s'appliquent, tant pour les résultats que pour les connaissances antérieures.

8-1- Cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats du marché

8-1-1 Cession des droits sur les résultats de la phase 1 et phase 2

Les résultats de la phase 1 et 2 des prestations objet du présent marché font objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur par dérogation à l'article 46 du CCAG TIC.

La réception des résultats entraîne le transfert de leur propriété à l'acheteur. Ce transfert de propriété concerne toutes les données acquises, les données fusionnées et traitées et tous les fichiers numériques produits, quel que soit le format utilisé, ainsi que les métadonnées afférentes.

Le titulaire s'engage à ne conserver aucune prise originale, duplication, tirage papier photographique, fichier numérique, copie par quelque moyen que ce soit, qui lui ont été confiés par l'acheteur ou qu'il a produit dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il lui est interdit de les reproduire en dehors de la prestation du présent marché, et de les diffuser de quelque manière que ce soit.

A titre exceptionnel et sous réserve d'un accord préalable de l'acheteur, le titulaire peut présenter un aperçu général de la prestation réalisée dans le cadre du présent marché comme une référence professionnelle dans le cadre de la présentation de son entreprise.

8-1-2 Cession des droits sur les résultats de la phase 3

La plateforme de visualisation et d'annotation des données avant intégration des résultats de la phase 1 et 2 fait objet d'une cession à titre non exclusif au profit de l'acheteur en application de l'article 46 du CCAG/TIC.

Le titulaire est autorisé à exploiter la plateforme de visualisation et d'annotation des données vierge (avant intégration des résultats de la phase 1 et 2) pour ses propres besoins.

8-1-3 Utilisation des résultats par l'acheteur

Les droits cédés à l'acheteur concernent tous les résultats élaborés par le titulaire dans le cadre du présent marché pour répondre aux besoins exprimés par l'acheteur.

La cession concerne tous les droits d'utilisation, de modification, d'adaptation, de traduction, de diffusion, d'arrangement, de distribution, d'exploitation et de commercialisation.

En plus des utilisations prévues au CCAG TIC, l'acheteur souhaite pouvoir :

- faire évoluer la plateforme de visualisation et d'annotation des données (création de fonctionnalités...)
- pouvoir confier l'hébergement, l'infogérance et la tierce maintenance applicative (préventive, corrective, adaptative et évolutive) à un tiers à l'issue du marché, sans avoir à obtenir l'autorisation préalable du titulaire du présent marché, ou au contraire assurer ces prestations de manière autonome.

Le titulaire fera son affaire d'obtenir des auteurs, graphistes, photographes et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle utilisés dans le cadre du marché. Le titulaire est réputé disposer des droits qu'il cède.

Le coût de la cession des droits est inclus dans le prix forfaitaire des prestations.

8-2- Droits relatifs aux connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards

Concernant le régime des connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards, les dispositions du CCAG-TIC s'appliquent.

L'acheteur conserve les droits qu'il détient sur les connaissances antérieures qu'il apporte dans le cadre de l'exécution du marché, à savoir notamment les données visuelles antérieures, issues des campagnes archéologiques précédentes (photographies et relevés exécutés en 2017 et 2022) et/ou provenant d'archives diverses (archives photographiques, publications pertinentes etc.)

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures apportées par l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il lui est interdit de les reproduire et de les diffuser de quelque manière que ce soit.

8-3 Garanties des droits

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

ARTICLE 9 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut en sous-traiter une partie dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du code de la commande publique. Le titulaire demande alors à l'acheteur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement ainsi que les modalités qu'il mettra en place pour l'utilisation, la protection et la destruction des données personnelles qui lui seront confiées.

ARTICLE 10– PRIX

10.1 – Contenu des prix :

Le présent marché est traité à prix forfaitaires exprimés en euros hors taxes (HT) sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, frais de dédouanement, des frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

10.2 – Variation des prix

Les prix du marché sont fermes, non actualisables et non révisables.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation de change.

10.3 – TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

ARTICLE 11 –AVANCE ET ACOMPTES

11.1 – Avance

Sauf renonciation du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 20% est versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 du code de la commande publique si le montant hors taxes du marché est supérieur ou égal à 50 000 euros € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

11.2 – Acomptes

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG/FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par Sorbonne Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

12.1 – Présentation des factures électroniques

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- 1) Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- 2) Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- 3) Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1) La date d'émission de la facture ;
- 2) La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3) Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4) Le numéro du bon de commande et le numéro du marché ;
- 5) La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 6) La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 7) Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 8) Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 9) Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 10) Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Il est précisé que Sorbonne Université ne demande pas de code service.

En cas d'erreur sur la facture, l'acheteur la complètera éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 13 du présent CCP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire lui sera notifié si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus retournera au titulaire du marché pour réédition conforme.

12.2 – Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur.

Le paiement intervient après service fait. Si la demande de paiement intervient avant le service fait, c'est la date de réalisation des prestations qui fait foi.

8-3- intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € s'ajoute aux intérêts moratoires.

ARTICLE 13 – PENALITES

Sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique des pénalités. Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

13.1 – Pénalité pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de 100€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée.

13.2 – Pénalité pour retard dans la mise en œuvre des prestations de garantie

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS une pénalité de 100 € par jour de retard pourra être appliquée.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents et les informations qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues dans le marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information dont il pourrait avoir eu connaissance durant l'exécution du marché.

La constitution d'une base de données comportant des données à caractère personnel et données administratives des usagers peut être rendue nécessaire par l'exécution des prestations figurant au présent marché.

Ces données sont confidentielles et sont collectées, traitées et hébergées sur le territoire français métropolitain ou le territoire d'un État membre de l'Union européenne, ou le cas échéant, dans tout État permettant d'assurer un niveau adéquat de protection desdites données.

Notamment, le titulaire garantit le respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, notamment en matière de flux transfrontières hors de l'Union européenne. Le cas échéant, la production de pièces justificatives peut être exigée par Sorbonne Université.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toute mesure technique et organisationnelle appropriée pour protéger les données à caractère personnel, en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le cas échéant, le titulaire du marché s'engage à respecter les droits des personnes concernées par les données à caractère personnel traitées (droit à l'information, droit d'accès, droit d'opposition, droit de rectification, droit à la portabilité, droit à l'effacement, droit de réclamation, droit de recours devant une autorité).

Le titulaire s'engage à notifier à Sorbonne Université, dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel, soit toute violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Sorbonne université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le prestataire au titre du présent article.

ARTICLE 16 – EXECUTION ADMINISTRATIVE DU CONTRAT

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur de Sorbonne Université (PLACE).

Toute modification du marché fera l'objet de la passation d'un avenant.

ARTICLE 17 – RESILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'acheteur en cas d'inexécution par le titulaire d'une ou plusieurs des obligations contenues dans les diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective qu'après l'envoi par l'acheteur d'un courrier via son profil acheteur (PLACE) exposant les motifs de la plainte, à moins que dans le délai indiqué le titulaire défaillant n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par l'acheteur du fait de la résiliation anticipée du contrat.

Le contrat est résilié de plein droit dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, après mise en demeure adressée à l'administrateur, sous réserve des dispositions de l'article L.622-13 du code de commerce.

Le présent contrat est également résilié de plein droit en cas de cession d'activité, dissolution ou liquidation amiable du titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais (frais généraux, ...) ne seront pas portées au décompte de résiliation.

ARTICLE 18 – DIFFERENDS - LITIGES

Le présent contrat est soumis à la loi française. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

Dans tous les cas, pour les différends qui pourraient naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de ce contrat, les parties s'efforceront de s'entendre à l'amiable.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations objet du marché.

Il devra, dans un délai de 15 jours à compter de la notification et avant tout commencement d'exécution du présent marché, délivrer un certificat d'assurances au titre de la responsabilité civile.

Le Titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie.

Le titulaire est tenu, pendant toute la durée d'exécution du marché, de présenter une fois par an son attestation d'assurances à l'acheteur.

ARTICLE 20 – REGLEMENTATION EN VIGUEUR, DROIT, LANGUE ET MONNAIE

Le titulaire est tenu de respecter l'intégralité de la réglementation applicable aux produits ou services objets du présent marché, de mettre en œuvre et de se conformer à l'ensemble des dispositions en vigueur ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Il ne saurait se prévaloir de l'absence de référence dans les pièces du marché public à un texte réglementaire, législatif ou à des normes pour prétendre s'y soustraire.

Toute modification, en cours de marché, de la réglementation, de la législation, ou des normes s'applique à compter de sa date d'effet.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, correspondances, factures doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 21 – NORMES, LICENCES ET BREVETS

Le titulaire devra tenir compte de toutes les normes européennes en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

ARTICLE 22 – LOGO DE L'ACHETEUR

Le titulaire du marché ne pourra pas utiliser le logo de l'acheteur, sauf autorisation expresse de ce dernier.

ARTICLE 23 – CESSION, NANTISSEMENT

Les créances résultant du marché peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement.

ARTICLE 24 – PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.fr>.

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCP.

ARTICLE 25 – CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – BC 611 – 4 place Jussieu – 75252 PARIS cedex 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés.
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

ARTICLE 26 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 19 du CCAG/FCS.

L'article 5.4 du présent CCP déroge à l'article 28 du CCAG/FCS.

L'article 13.2 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS.

L'article 17 du présent CCP déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

Fait à, le

En un exemplaire original

Signature et cachet du TITULAIRE